

« LA GAUCHE SANS LE PEUPLE NE SAURAIT ETRE LA GAUCHE »

Entretien avec Laurent Bouvet 1/2

Publié le 17 mars 2012 à 9:21 dans Causeur - Politique

Laurent Bouvet est politologue. Il vient de publier *Le sens du peuple*, Gallimard, janvier 2012

Votre dernier ouvrage, *Le sens du peuple*, a pour objet de montrer comment le peuple est devenu un « problème » pour la gauche française. N'y a-t-il pas là un paradoxe. En ayant perdu le peuple de vue, la gauche n'a-t-elle pas perdu aussi sa raison d'être ?

Il y a un courant de pensée à gauche qui refuse l'existence même du peuple comme sujet politique, et plus largement dans les partis de gauche une présence importante de militants et d'élus convaincus par cette thèse. C'est, grossièrement, en France, le cas de ce que l'on a appelé la deuxième gauche. Cet ensemble né du tournant des années 1960-70 dans le PSU et le syndicalisme notamment qui a intégré en grande partie le PS à partir de 1974 et dont la grande figure politique a été Michel Rocard.

Tout comme Pierre Rosanvallon, cette deuxième gauche souhaiterait donc que le peuple demeure « introuvable » sous peine de devenir dangereux ?

En effet, le meilleur théoricien – et en partie acteur – de cette gauche-là est incontestablement Pierre Rosanvallon. Son « peuple introuvable » est d'abord un constat qu'il fait comme historien : où est le peuple en politique ? Comment peut-on en observer et en comprendre les figures et les représentations ? Est-ce qu'il ne se limite pas à des fictions ? Etc. Mais c'est aussi une prescription à laquelle il aboutit : non seulement le peuple n'existe pas mais il ne doit pas exister. Toute forme de prise au sérieux du peuple en politique représente un danger pour la démocratie. Cette perspective qui s'inscrit dans un monde post-totalitaire, marqué par les expériences tragiques de manipulation et d'instrumentalisation du peuple – dans sa réduction à la race et à la classe à travers les totalitarismes nazi et communiste – a une vertu heuristique mais constitue aussi un angle mort politiquement. Sa vertu tient à ce qu'elle confirme que la démocratie et le populisme – ces usages dangereux du peuple – sont les deux faces d'une même médaille. Et que la politique moderne, celle de l'âge de la démocratie de masse, se tient sans cesse sur le fil entre injonction populaire et tentation populiste. Le peuple est toujours déjà présent, comme source de légitimité démocratique mais en même temps comme danger mortel pour la démocratie. Les Grecs avec leur *demos* avaient d'ailleurs, il y a 25 siècles, déjà parfaitement perçu cette dualité ! Malheureusement, cette conception, celle de la deuxième gauche, donc, dans le cadre politique français, a aussi eu un défaut. Pour le dire d'un mot, elle passe à côté du rôle essentiel du peuple « tout entier », aussi bien démocratique que social et national, dans la politique moderne.

Ah oui, les fameux « trois peuples » – démocratique, social et national – que vous décrivez et liez dans votre livre...

...et dont il convient de n'oublier aucun. Hélas, certains penseurs et responsables ont oublié que la France n'était pas qu'une société d'individus, de groupes plus ou moins constitués selon leurs intérêts ou leurs identités particulières mais aussi, et sans doute avant tout, un peuple avec son histoire, sa lecture propre même si grandement conflictuelle, de l'évolution du monde, son droit politique

spécifique (exceptionnel peut-on dire) dont la République résume le sens, etc. Ceci a contribué à accroître les effets de la transformation libérale de la société française au cours de ces 30-40 dernières années, qu'il s'agisse de l'économie de marché et de ses effets, ou de la réduction de l'émancipation à une affaire juridique concernant d'abord et avant tout l'individu. Le sens du collectif, du commun, du vivre ensemble se sont dilués. Et une partie de la gauche, sous l'impulsion et la conduite de la deuxième gauche, a évolué dans cette direction, au prix d'oublis et de contresens historiques, notamment sur la construction européenne, qui s'avèrent aujourd'hui tragiques.

Vous pointez du doigt la tentation multiculturaliste, et cette attitude qui a consisté, pour une gauche déconnectée des classes populaires, à fabriquer un « peuple de substitution » par agrégation de diverses minorités. De quoi s'agit-il ?

Cette tentation s'inscrit, en partie, dans l'évolution décrite précédemment. Elle est le résultat de la réponse apportée par une partie de la gauche française (mais pas seulement) au grand tournant identitaire qui a frappé les sociétés occidentales dans les années 1960-70 également. Lorsque des aspirations individualistes, post-matérialistes ou post-industrielles ont peu à peu remplacé les grands combats idéologiques des XIXe et XXe siècles et les luttes politiques et sociales qui en découlaient. Ainsi, par exemple, ce que l'on a appelé un temps les « nouveaux mouvements sociaux » (de libération, d'émancipation ou de reconnaissance identitaire) des années 1960-70 ont-ils parfaitement illustré ces nouvelles aspirations : noirs américains, féministes, homosexuels, immigrés, régionalistes, fondamentalistes religieux... Les revendications qui ont émergé et sont encore, pour une part, actives, ont trouvé naturellement leur place et leur justification dans des sociétés qui étaient largement bloquées et discriminatoires à l'égard de ce que l'on a appelé alors les « minorités ».

Je ne comprends pas où est le problème ? Ces catégories (immigrés, jeunes, femmes...) ne vous semblent-elles pas légitimes lorsqu'elles revendiquent leur droit à l'égalité ?

Si : il y a, bien évidemment, une totale légitimité de ces revendications. Qu'il s'agisse de celle des femmes à l'égalité de droits avec les hommes, de la dépénalisation puis de l'égalité de droits pour les homosexuels ou encore de la lutte contre toutes les formes de discrimination à raison de l'origine ethno-raciale notamment. Et la gauche, porteuse historiquement, de la défense du principe d'égalité, ne saurait laisser de côté ces revendications. Pas plus qu'elle ne saurait ignorer le « fait du multiculturalisme » qui est au cœur des grandes sociétés ouvertes, occidentales notamment, aujourd'hui. Simplement, il y a une différence considérable entre l'acceptation d'un fait social ou la poursuite d'un idéal de lutte aux côtés des plus faibles dans la société, et la conversion à une forme de multiculturalisme normatif devenu peu à peu l'alpha et l'oméga des propositions politiques de la gauche. Comme si celle-ci, contrainte par une « grande transformation » (à rebours), libérale, des décennies récentes, avait abandonné son rôle historique d'émancipation collective et toute perspective populaire ; au profit précisément d'un « peuple de substitution », de « damnés de la terre » de remplacement que seraient désormais les membres des minorités identitaires et culturelles. Comme si l'adieu à la classe ouvrière, pour le meilleur et pour le pire, avait conduit à l'abandon de toute conception d'ensemble de ce que peut-être le peuple pour ne favoriser que des parties très spécifiques de celui-ci et au final

participer à l'individualisation généralisée de nos sociétés.

Une sorte de « tronçonnage » du peuple en catégories dont les revendications, nécessairement particularistes, favoriseraient l'individualisme, en somme ?

Oui, et même pis. C'est comme si cette évolution d'un peuple à l'autre avait conduit à une forme de rejet voire de mépris pour les composantes du « peuple de gauche » (même si je n'aime pas beaucoup cette expression) traditionnel. Ce que certains auteurs, je pense notamment à Gaël Brustier et Jean-Philippe Huelin, ou encore à Christophe Guilluy, ont nommé et décrit comme de la « prolophobie ». Au-delà de la profondeur de ce mouvement d'ensemble des sociétés contemporaines, perceptibles dans l'ensemble des politiques publiques : économique et sociale bien sûr mais encore scolaire, culturelle, « de la ville »... on peut en observer l'émergence dans les représentations médiatiques et artistiques. Ainsi, au cinéma, est-on passé de la figure mythifiée de l'ouvrier incarnée par Jean Gabin par exemple, dans « La Bête humaine » au temps du Front populaire, à celle, dégradée et abjecte (raciste, sexiste, homophobe... le « beauf » dans toute sa splendeur), du « Dupont-Lajoie » d'Yves Boisset, incarnée par Jean Carmet. Ce parcours de Gabin à Carmet si j'ose dire, est exactement ce qui est en jeu dans l'histoire de la gauche, française ici, tout au long du XXe siècle et jusqu'à aujourd'hui.

Cette « prolophobie » que vous pointez du doigt est-elle vraiment l'apanage de la gauche ?

Disons que l'impuissance politique face aux bouleversements de l'économie mondiale ayant en quelque sorte conduit à une réduction générale de l'ambition de la gauche : incapable de proposer à tous de poursuivre le mouvement d'émancipation, elle ne l'aurait plus proposé qu'à quelques-uns, choisis en fonction de leur statut particulier dans la société, et en le faisant désormais d'abord passer par une extension du droit individuel, de la reconnaissance de ce que chacun est pour lui-même plutôt que de ce qu'il voudrait être avec les autres. Le statut de l'égalité, et les conséquences sociales de celle-ci, ne pouvaient qu'être fortement ébranlés. Car outre qu'une partie des nouveaux droits ainsi revendiqués et accordés ne peuvent être que dérogatoires, le sens commun lui-même s'affadit. La compréhension commune de ce qu'est une société, sans même parler d'un peuple désormais, se dissout. Dans ces conditions, la fameuse société de marché n'a aucun mal à s'imposer avec son cortège d'inégalités et de spectaculaire. Or, pour le dire d'un mot, la gauche sans le peuple ne saurait être la gauche. Elle perd son sens même, son âme... et aussi, accessoirement, les élections et le combat pour l'hégémonie cher à Gramsci.

**L'ANTI-TERRA NOVA - MIRACLE A GAUCHE :
LAURENT BOUVET S'ATTAQUE AUX QUESTIONS QUI FACHENT**

Publié le 09 février 2012 **Nathalie Krikorian-Duronsoy**
est chercheuse en philosophie politique

Indéboulonnable mythe moderne, la figure du peuple n'en demeure pas moins une réalité politique difficile à cerner. Dans Le sens du peuple. La gauche, la démocratie, le populisme, Laurent Bouvet en fait l'objet d'une étude passionnante mêlant analyses historique, sociologique et politique. Entré dans l'histoire en 1789 puis en politique le 23 avril 1848, le peuple français fut porté

par la gauche jusqu'en 1968. Depuis, la désaffection à son égard, dans une société de plus en plus individualiste, puis sauvagement désindustrialisée par la mondialisation de l'économie, a conduit les masses populaires à se rapprocher de la droite voire de l'extrême droite, laquelle se montrent plus sensibles à leurs nouvelles préoccupations conservatrices. Longtemps aveugle à ce mouvement devenu inexorable dans les années 1980, le Parti Socialiste, oublieux de ses origines, croit aujourd'hui qu'il pourra gagner la présidentielle en « enjambant les catégories populaires ». Comment la gauche peut-elle renouer avec le peuple sans pour autant tomber dans les ornières d'un populisme démagogique ? Telle est la voie sur laquelle Laurent Bouvet entend orienter sa famille politique.

« Indissociable de la démocratie représentative », tout comme son avatar populiste, le peuple, selon l'auteur, se présente dans l'histoire moderne sous trois formes originales liées aux différentes représentations du politiques dans les sociétés occidentales : nationale, sociale et démocratique. Or, plus de cent ans après l'appel historique du général Boulanger sous la III^e République, le populisme français ne traduit finalement rien d'autre qu'un désir profond d'unité, à la fois nationale, sociale et politique, cristallisée contre un ennemi intérieur ou extérieur qu'« un chef charismatique proche du peuple » doit affronter en incarnant le peuple tout entier.

Depuis la victoire de la gauche en 1981 puis l'émergence du Front National dans la vie électorale française, deux figures de l'ennemi menacent l'imaginaire national, social et démocratique du pays : un ennemi culturel intérieur (l'immigration) qui impose une vision du monde contraire aux principes d'une société démocratique et un ennemi politique et économique extérieur (la mondialisation). Ainsi, « la crise des trois "questions" politiques (nationale, sociale, démocratique) telle qu'on peut l'observer et la décrire aujourd'hui donne une nouvelle vigueur à la tentation populiste, celle qui conduit au néopopulisme actuel que l'on constate en Europe occidentale notamment ».

N'y a-t-il donc aucun remède à cette réalité ? En politique comme en amour, le travail de détricotage est un préalable à toute tentative de compréhension: « Le temps est à la remise en cause, au questionnement des dogmes et des impensés » annonce Bouvet avant de brillamment remonter le fil de l'histoire politique et culturelle de la gauche française, afin de comprendre la longue histoire de son divorce avec le peuple. Depuis 1981, le Parti Socialiste, entre sa conversion au libéralisme économique et ses éloges socio-ethniques de la diversité, n'a cessé de trahir celui qui l'avait porté au pouvoir : le peuple de gauche. A partir des années 80, « la gauche va aller «contre le peuple (...) en abandonnant le programme économique et social qu'elle prétendait avoir construit pour défendre ses intérêts et son histoire; en adoptant sans aucune réflexion préalable une nouvelle idéologie qui ne renvoie plus au peuple (...) mais à certains groupes identifiés à raison de critères culturels; mettant en oeuvre des politiques publiques qui entérinent cette double évolution ». A mesure que les structures sociologiques du PS s'embourgeoisaient, la conquête du peuple par le populisme de droite a parallèlement contribué à « l'ancrage d'une gauche oppositionnelle au pouvoir central détenu par la droite depuis 10 ans dans un rejet du peuple ». Le discours de gauche, en diabolisant celui du Front National et en jetant un discrédit culturel, mental et politique sur le vote Le Pen, a pour longtemps renvoyé son électorat populaire dans le camp de la droite, allant jusqu'à le rendre responsable

« de la survie politique d'une organisation indigne moralement et politiquement ».

Mais « le peuple de la démocratie est le même peuple que celui du populisme. » D'où l'urgence pour le PS de le reconquérir idéologiquement et électoralement avant qu'il ne soit trop tard. A ce propos, Laurent Bouvet pointe du doigt l'apparition récente d'un néologisme venu remplacer la notion de conscience « sociale » en préoccupations « sociétales », renvoyant aux calendes grecques l'origine contractuelle de la société moderne dont le sens s'abolit chaque jour davantage. Car si la société démocratique et républicaine moderne s'enracine dans une conception individualiste du monde, héritée des grands principes de 1789, la nouvelle notion « sociétale » l'arrache à l'unité d'un idéal de liberté et d'égalité. L'individualisme des Lumières est ainsi livré en pâture aux principes multiculturalistes qui mettent l'accent sur les différences culturelles ou religieuses.

Eviter la double impasse stratégique à laquelle conduisent la nouvelle doxa multiculturaliste de Terra Nova ou le populisme de Mélenchon devrait porter le premier parti de gauche à renforcer un axe identitaire autour de « valeurs qui rassemblent les Français ». Ce qui implique de réinvestir l'idéal républicain et laïque dont Marine Le Pen a pu se saisir récemment avec tant de facilité, puisque la gauche et la droite le lui avaient abandonné.

Laurent Bouvet, *Le sens du peuple*, Gallimard, 2012.

1. Avènement du suffrage universel masculin. ↵